

DILEMME POUR LA SÛRETÉ DE LA WILAYA DE BOUMERDÈS

Policiers ou négociateurs ?

Les policiers de la wilaya de Boumerdès font face à une contestation populaire récurrente et constatent l'absence sur le terrain d'un encadrement de la contestation par la représentation populaire efficiente. C'est sûrement dû à la rupture élus/électeurs. «Nous sommes en situation intenable», déplorent ces policiers.

La préservation de l'ordre public suite aux émeutes et manifestations quasi quotidiennes dans la région de Boumerdès s'accomplit au détriment de la lutte contre la délinquance et la criminalité en milieu urbain dans cette wilaya. C'est ce qui ressort, pour un observateur qui suit les activités sécuritaires, du bilan des structures de la



Photo : Samir Sid

police judiciaire et de la sécurité publique durant le premier semestre 2011.

Depuis le milieu de l'année 2010, les policiers de la wilaya de

l'ex-Rocher-Noir ont fort à faire en matière de maintien de l'ordre. Le pic de ces émeutes a été atteint au début de l'année.

Début juillet, plusieurs villes ont vécu en même temps des remous suite à l'affichage des listes d'attribution de logements sociaux. Pressés par nous au sujet de la diminution des résultats en matière de lutte contre le fléau de trafic de drogue, par rapport aux autres années, les officiers qui ont animé le point de presse au sujet de ce bilan, imputent ce résultat quelque peu négatif à deux paramètres : la vigilance des citoyens a baissé alors que la mobilisation des effectifs est presque quotidienne pour contenir la fronde populaire.

«Nous nous retrouvons à chaque fois dans des situations paradoxales. Les citoyens protestataires viennent vers nous pour exiger leurs droits. Souvent ils sollicitent notre médiation. Ainsi nous devenons malgré nous des négociateurs sur des problèmes qui ne sont pas de notre ressort.»

Effectivement, ces situations paradoxales, nous les avons constatées à plusieurs reprises lors des protestations populaires. Ce que ne dit pas par ailleurs publiquement cet officier est plus grave : les policiers déplorent l'absence des élus locaux sur le terrain. Pis, les représentants populaires perdent de jour en jour la confiance et l'estime de leurs électeurs.

Les maires qui osent affronter leurs administrés en colère se comptent sur les doigts d'une main. C'est malheureusement une réalité. Cette position d'unique interlocuteur, forcé plutôt que privilégié, vis-à-vis des manifestants, peut, craignent les policiers, déboucher sur une situation conflictuelle avec la population et mettre à mal leur rôle de police de proximité.

Trop de vols

En dépit du handicap décrit plus haut, les policiers de Boumerdès ont enregistré des résultats notamment pour contenir le phénomène des vols. Ainsi 430 (505 en 2010) dossiers relatifs aux vols (vols avec violence, vols avec effraction, vols de véhicules,...) ont été enregistrés au premier trimestre 2011.

Les policiers ont arrêté 106 personnes alors qu'en 2010 ils ont mis hors d'état de nuire 91 individus accusés de cambriolage. C'est la ville de Bordj-Menaïel qui pose plus de problèmes de criminalité aux policiers.

Par ailleurs, le chef-lieu de la wilaya connaît ces derniers mois une augmentation des vols d'appartements. «Ce sont des gens extérieurs à la ville qui commettent

ces cambriolages. De plus, le manque de vigilance du voisinage des victimes qui ne signale pas la présence d'individus louches dans et aux alentours des bâtiments facilite la tâche aux criminels», commente le commissaire de la police judiciaire. Son collègue du service de la sécurité publique tente de nous convaincre que la prévention s'est substituée à la répression contre les terroristes de la route, mais il ne peut dissimuler une évidence. Craignant un soulèvement de grande envergure, les hautes autorités de l'Etat ont instruit les services de sécurité du pays de ne pas énerver les citoyens, de laisser faire, même au détriment du respect de la loi. Il n'y a pas pire qu'un Etat laxiste sur la sécurité de ses administrés.

Abachi L.

MOSTAGANEM

10 ans de prison pour le frère incestueux

Il avait honte à la barre du tribunal criminel, honte d'avoir agressé sexuellement sa propre sœur et d'avoir martyrisé ses vieux parents.

L'homme rentrait chaque soir en état d'ébriété avancé, car c'est un alcoolique, dépressif, toxico-mane et très violent.

Sous l'effet de l'alcool, son vieux père âgé de 82 ans et sa vieille mère de 78 ans étaient souvent battus par leur fils. Les témoins qui ont défilé à la barre disent de lui qu'il boit du matin au soir et en soirée il est ivre et quand il boit, il est violent.

Pour tenter de s'en sortir et de raconter les mois et les années de calvaire que toute la famille a enduré aux côtés de leur fils, sa sœur aînée de 44 ans a témoigné et raconté dans les détails cette nuit de terreur du 20 octobre 2010 où S. N. a, sans doute, eu la main encore plus lourde avec la bouteille lorsque mu par ses pulsions, il a étouffé avec un oreiller et planté la lame d'un couteau sur son visage avant de l'avoir violée. Elle ne veut plus le voir, dit-elle, et redoute dès maintenant le jour où il sortira de prison.

Bien entendu, l'accusé a nié les faits, c'est un calculateur, soucieux de son image sociale (chômeur et célibataire à son âge) feignant de ne pas se souvenir des faits. Une agression par le frère est vécue comme quelque chose d'extrêmement destructeur, appuie le procureur dans son réquisitoire et requiert 12 ans de réclusion criminelle.

Enfin, toutes les manœuvres du mis en cause n'ont pas empêché les jurés de trancher : coupable, il écope de 10 ans de prison ferme. Il a 10 jours pour faire appel.

A. B.

JUSTICE

Nouveau procureur général

Fekaïr Noureddine est le nouveau procureur général près la cour de Boumerdès. Il a été installé dans ses fonctions hier. Fekaïr venait d'Annaba où il assumait la même fonction.

Le nouveau patron du parquet de Boumerdès, qui est âgé de 57 ans, a intégré le secteur de la justice en 1981 pour occuper diverses fonctions dans des juridictions locales avant de se voir confier la gestion du parquet de l'ex-Bône. Entretemps, M. Fekaïr a interrompu sa carrière judiciaire pour se faire élire durant deux mandats successifs à l'Assemblée nationale. Son prédécesseur Boumediène Bacha quitte l'ex-Rocher-Noir pour rejoindre Blida.

«La mobilité des magistrats évite les désagréments qu'induit trop de proximité préjudiciable à notre fonction», nous confiait-il, il y a quelques jours. Par cette mutation, son vœu a été ainsi exaucé, M. Bacha, salué avant son départ par un grand nombre de responsables et des magistrats de la région, laisse à son actif une liste de réalisations au niveau de Boumerdès. C'était aussi un bon communicateur et une personnalité accessible.

A. L.

TLEMCCEN

Restauration des sites historiques, un véritable gâchis

Dans le cadre de la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique», un vaste programme de restauration et de réhabilitation des sites a été lancé à travers l'ensemble de la wilaya de Tlemcen.

Le Minaret de Mansourah, la Grande Mosquée, le Mechouar ont fait l'objet d'une grande toilette. Toutefois, cette opération, qui a nécessité une importante enveloppe pour redonner vie à ces sites et monuments qui datent de plusieurs siècles, reste parfois discutable. L'entreprise chargée de la rénovation de la mosquée Sid el Benna et

le café maure El Romana situés dans la basse ville a tout simplement abandonné les travaux depuis plus de six mois, laissant les lieux dans un état lamentable.

Les riverains expriment toute leur colère sur la dégradation de ces sites. L'intérieur du café Romana a été transformé en décharge et dire que cet endroit à

lui seul fait partie de la mémoire collective de la capitale des zianides ; Messali Hadj et Mohamed Dib sont passés par là. Quant à la mosquée de Sid el Benna, son minaret est devenu méconnaissable. Pour une opération de restauration, c'est plutôt un gâchis et la responsabilité incombe en premier lieu aux pouvoirs publics sur le choix des entreprises (mais là encore c'est une autre histoire). On peut comprendre que cette opération de restauration relevait des priorités et qu'il fallait mettre le paquet pour être au rendez-vous de l'événement de 2011.

Si dans certains cas, cette mission est couronnée de succès, dans d'autres, c'est un véritable fiasco.

Durant ces dernières années, on a vu des personnes, ne sachant pas faire la différence entre une taloche et une truëlle, se reconverter dans ce créneau. On comprend alors aisément le cri de détresse des professionnels du bâtiment qui ne cessent de tirer la sonnette d'alarme pour sauver ce qui reste à sauver de ce secteur qui fait nourrir plus de 300 000 familles dans la wilaya de Tlemcen.

M. Zenasni

Le chef de cabinet de la Wilaya de Mila nous écrit

Suite à l'article paru dans votre quotidien du 2 juillet 2010 sous le titre «Attributions de logements sociaux, à chaque liste ses mécontents», nous vous demandons, en vertu du droit de réponse, de bien vouloir insérer cette mise au point dans les colonnes de votre journal.

Je tiens d'abord à préciser que l'affichage des listes de logements sociaux n'est pas une simple action qu'il est possible de mener dans la précipitation comme l'affirme l'auteur de cet article.

S'agissant d'une opération sensible revêtant un impact aussi important qu'immédiat sur la

population, les listes des bénéficiaires de logements doivent obéir à des procédures réglementaires imposant un examen et des enquêtes approfondies exigeant un minimum de 3 mois, avant qu'elles ne soit affichées et soumises au contrôle du citoyen pour un éventuel recours à introduire auprès de la commission de wilaya en cas de dépassements constatés.

Par ailleurs, il est à souligner que cette importante opération de distribution de logements sociaux locatifs, qui porte sur un nombre de plus de 3 000 unités attribuées à travers 23 communes, s'est déroulée globalement dans

des conditions normales, sans émeute, ni dépassements.

Cependant les réactions de certains citoyens non bénéficiaires, venus manifester leur mécontentement devant les sièges de daïras et communes, restent tout à fait compréhensibles.

Enfin, il convient de rassurer les citoyens que l'ensemble des recours introduits auprès de la commission de wilaya seront examinés avec la rigueur et l'objectivité exigées, ceci pour permettre le remplacement d'indus bénéficiaires par des citoyens méritants.